



Paris le 18 mai 2020

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Le Gouvernement va élaborer et mettre en œuvre dans les prochaines semaines le plan de relance qui est indispensable à notre pays pour sortir de la crise sanitaire, sociale et économique que nous vivons et qui risque hélas de produire des effets durables. **Nos organisations souhaitent contribuer en apportant leur expertise de la lutte contre le chômage de longue durée et du développement économique solidaire, pour que ce plan puisse être le plus inclusif possible.**

**Dans ce contexte de reprise progressive d'activité et de forte hausse prévisible du nombre de chômeurs, le secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) représente un levier pour l'accès et le retour à l'emploi de ceux qui en ont été privé, pour accompagner les entreprises sur les nouveaux recrutements, pour accélérer la relocalisation d'activités et le développement des services à destination des plus précaires.**

Au plus haut de la crise, le secteur a démontré son utilité sociale incontestable et sa résilience. De nombreuses structures ont maintenu, partout en France, et souvent sur les territoires les plus fragiles, une activité en période de confinement, notamment sur des actions qui maintiennent les espaces publics vivables. Certaines ont réussi rapidement à faire évoluer leurs activités en fabriquant des masques par exemple et à mettre en place des modalités d'accompagnement à distance pour maintenir du lien avec des salariés parfois isolés.

**Il est aujourd'hui urgent et essentiel, d'apporter un soutien politique aux entreprises sociales inclusives qui participeront à la construction du « monde d'après », solidaire et respectueux de l'environnement, que nous appelons de nos vœux.** 140 000 personnes sont aujourd'hui accompagnées par nos associations et entreprises. Grâce à l'ambition du Pacte IAE, 240 000 personnes devront être accompagnées demain. Il faudrait pouvoir faire encore plus, pour absorber les conséquences humaines et sociales de cette crise. Cela ne sera toutefois pas possible sans un soutien financier adapté à ces structures, elles-mêmes percutées par la crise.

Pour que cette crise sanitaire ne soit pas également un drame social et économique, **nos réseaux travaillent en partenariat avec le Haut-commissaire à l'inclusion et la Direction Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle à la création d'un fonds d'aide d'urgence qui serait abondé par le budget de l'insertion par l'activité économique voté en 2020** et non consommé en raison de la baisse d'activité du secteur. Ce fonds permettra de compenser en partie les pertes de chiffre d'affaire et d'exploitation des entreprises sociales inclusives, de couvrir les surcoûts liés au maintien d'activité et à la poursuite des actions d'accompagnement à distance des salariés en parcours d'insertion, et enfin d'accompagner la reprise d'activité.

En cette période d'arbitrage budgétaire, il est essentiel que ce budget de l'IAE soit sanctuarisé et utilisé de manière adaptée à la diversité des structures et à la temporalité de la reprise pour pouvoir aussi bien créer les nouveaux postes d'insertion nécessaires que continuer à consolider la situation de structures que la crise aurait durablement éprouvées. **Ce Fonds est essentiel à la sauvegarde du secteur de l'insertion par l'activité économique et favorisera un rebond et une relance économique plus rapides.** Dès lors, les structures pourront se recentrer sur leur mission première, l'insertion des personnes exclues du marché du travail, et répondre aux enjeux exacerbés par la crise du COVID19 en termes d'impacts économiques, sociaux et environnementaux.

La France est aujourd'hui dotée de 4 000 entreprises sociales inclusives : elles produisent localement, répondent à des besoins territoriaux, sont innovantes socialement, elles sont des acteurs reconnus d'une vraie transition écologique et durable. C'est une richesse qui doit être utilisée, soutenue et développée, dans le cadre d'un plan de relance global de notre économie et de notre société.

**L'ensemble de nos réseaux espère pouvoir compter sur votre soutien pour porter auprès de l'ensemble des membres de l'exécutif, et en particulier Madame la Ministre du travail et le Haut-Commissaire à l'inclusion par l'emploi et à l'engagement des entreprises, la création du fonds spécifique d'urgence** au secteur de l'insertion par l'activité économique, pour construire ensemble le monde de demain.

Coorace  
Président  
Jean Burneleau



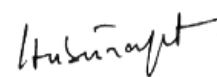
Chantier Ecole  
Président  
Emmanuel Stephant



CNLRQ  
Présidente  
Clotilde Bréaud



Emmaüs France  
Président  
Hubert Trapet



Fédération des  
Acteurs de la Solidarité  
Président  
Louis Gallois



Réseau Cocagne  
Président  
Dominique Hays



UNAI  
Président  
René Cartalas

